

Numéro	Objet
003/2026	Maintien ou non des fonctions de Monsieur Marc TROUSSEL, Adjoint au Maire, après retrait de l'ensemble de ses délégations

Envoyé en préfecture le 06/02/2026

Reçu en préfecture le 06/02/2026

Publié le

Nomenclature

ID : 013-211300363-20260127-26_CM_003-DE

pouvoirs et de fonctions



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **23**
Procurations : **3**
Votes : **26**

L'an deux mille **vingt-six**, le **vingt-sept janvier**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf** heures, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.
Date de la convocation : **21 janvier 2026**

OBJET : Maintien ou non des fonctions de Monsieur Marc TROUSSEL, Adjoint au Maire, après retrait de l'ensemble de ses délégations

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, MISTRAL Christiane, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, AMAT Bruno, REY Nathalie, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, CHAUVIN Kenny, AMIARD Ludivine, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, JULLIAN Madeleine, PERRIN Christine, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :

Pour : **12**
Contre : **0**
Abstentions : **14**

Absents excusés et représentés : BOUCHET Aurélien représenté par TROUSSEL Marc, MOUSSY Éric représenté par PANCIN Pierre, DELABRE Éric représenté par GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène.

Absent excusé : ROSELLO Louis.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-18 et L. 2122-20,

Vu l'arrêté n° **264/2022** du **06/07/2022**, par lequel le Maire a donné délégation de fonction et de signature à Madame Marc TROUSSEL, 1^{er} Adjoint au Maire, dans les missions suivantes :

- a) Finances ;
- b) Administration générale ;
- c) Personnel communal ;
- d) Urbanisme ;
- e) Bâtiments et équipements communaux.

Vu l'arrêté n° **001/2026** du **05/01/2026** rapportant la délégation de fonction et de signature à Monsieur Marc TROUSSEL,

Considérant qu'il est nécessaire de préserver la bonne marche de l'Administration Municipale,

Considérant que lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un Adjoint, il est tenu de convoquer le Conseil Municipal afin que celui-ci se prononce sur le maintien de l'Adjoint dans ses fonctions,

Considérant que le vote doit avoir lieu dans les conditions de droit commun au scrutin public, ou au scrutin secret lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

Considérant, qu'en conséquence, M. le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer tout d'abord sur la nature du scrutin (public ou secret) et ensuite sur le maintien ou non de M. Marc TROUSSEL dans ses fonctions d'Adjoint au Maire ;

Considérant que 11 Conseillers ont réclamé le vote au scrutin secret ;

Après vote au scrutin secret et délibération, le Conseil Municipal décide, (par 12 bulletins « oui », 14 bulletins « blancs » et 0 bulletin « non »), de maintenir M. Marc TROUSSEL dans ses fonctions d'Adjoint.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Michel GAVANON



Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.

Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*